

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 05/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TIMAC AGRO

Zone industrielle QUEMPER GUEZENNEC
B.P. 65
22260 Pontrieux

Code AIOT : 0005500350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2023 dans l'établissement TIMAC AGRO implanté Zone industrielle QUEMPER GUEZENNEC B.P. 65 22260 Pontrieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TIMAC AGRO
- Zone industrielle QUEMPER GUEZENNEC B.P. 65 22260 Pontrieux
- Code AIOT : 0005500350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

TIMAC AGRO est spécialisé dans la fabrication d'amendement calcaire, d'engrais minéraux et de biostimulants foliaires liquides pour les plantes.

Le site de Pontrieux est classé SEVESO SEUIL BAS au titre de la rubrique 4510 (produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 1) de la nomenclature des ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en œuvre du plan d'opération interne dans le cadre d'une inspection inopinée

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c	/	Sans objet
3	Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e	/	Sans objet
4	Plan d'Opération Interne – Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g	/	Sans objet
5	Plan d'Opération Interne – Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d	/	Sans objet
6	Plan d'Opération Interne – Service d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f	/	Sans objet
8	Etat des matières stockées – dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 50	/	Sans objet
10	Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'Opération Interne – Elaboration	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	/	Sans objet
7	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 49	/	Sans objet
9	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article Art. 48		
11	Plan d'Opération Interne - Produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection inopinée sur la mise en oeuvre du plan d'opération interne du site révèlent un manque d'appropriation par les personnels du site des dispositions prévues dans le POI qui a perturbé la réalisation des missions prévues. Dans son contenu, le POI est opérationnel mais nécessite toutefois d'être mis à jour sur certains points (prise en compte du sens des vents pour l'évacuation des personnels et l'accès des secours, coordonnées de contact du prestataire pour les premiers prélèvements environnementaux, prise en compte des flux thermiques pour la mise en oeuvre des dispositifs de rétention des eaux d'extinction incendie).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne – Elaboration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : Le plan d'opération interne (POI) du site est daté du 23 janvier 2023 (version v1). Le POI a fait l'objet d'une mise à jour suite à l'inspection, une version V2 datée du 12 septembre 2023 a été transmise à l'inspection le 13 septembre 2023. Le jour de l'inspection, le POI n'a pas encore fait l'objet d'un exercice mais a été présenté le 31 mars 2023 aux personnels habilités à tenir les fonctions définies dans l'organisation des secours (directeur des opérations internes, coordinateur des secours internes, secrétariat-synthèse et soutien-logistique). L'inspection rappelle à l'exploitant que le POI doit être testé au minimum tous les trois ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à

prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
<p>Constats :</p> <p>Le POI décrit l'organisation à mettre en place pour la gestion d'un accident majeur. Celle-ci repose sur quatre fonctions qui ont des missions bien précises à accomplir pour que la gestion de crise soit efficace.</p> <p>L'inspection a constaté, lors de la mise en situation, que cette organisation n'a pas été complètement mise en œuvre. La désignation des fonctions de coordinateur des secours internes (COI), secrétariat-synthèse et soutien logistique n'a notamment pas été faite, ce qui a perturbé (voire empêché) la réalisation des certaines actions de gestion de crise.</p> <p>Le directeur du site (Directeur des Opérations Internes - DOI) s'est retrouvé seul au poste de commandement interne (PCI) pendant près de 30 minutes, sans pouvoir déléguer la réalisation de certaines missions comme cela est prévu dans le POI (diffusion de l'alerte dans l'entreprise et aux autorités, édition de l'état des stocks, traçabilité des actions engagées, etc.). L'alerte de la préfecture et des mairies de Quemper-Guezennec et Pontriex n'a pas été réalisée.</p> <p>Sur le terrain, les missions du COI ont été réalisées par deux personnes différentes faute d'identification claire. Ceci a impacté la communication avec le DOI : il a été alerté tardivement de l'incident et il n'y a eu qu'un seul échange pour lui rendre compte de l'évolution du sinistre et des actions engagées.</p> <p>La mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction incendie n'a pas été menée comme prévue dans le POI (2 vannes fermées au lieu de 3 et barrage au niveau du portail nord non installé car cela aurait conduit à exposer du personnel aux flux thermiques de 5kW/m² de l'incendie).</p> <p>Il est indispensable que les cadres présents sur site rejoignent le PCI dès le déclenchement du POI pour que le responsable du site puisse attribuer les fonctions identifiées dans le POI et que les missions prévues pour chacune puissent être menées. Un rappel en ce sens doit être réalisé à l'ensemble des personnes concernées.</p> <p>L'exploitant doit également réviser la stratégie de gestion de sinistre prévue dans le POI pour tenir compte de l'accessibilité aux équipements ou moyens à engager au regard des effets des phénomènes dangereux identifiés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI contient tous les éléments nécessaires (coordonnées, message type) pour que l'alerte de la préfecture soit réalisée efficacement. Cependant, cette alerte n'a pas été réalisée lors de l'exercice, faute de moyens suffisants pour mener les différents appels prévus, le DOI étant seul au PCI.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'organisation prévue dans le POI est parfaitement connue des différentes personnes identifiées pour participer à la gestion de crise et qu'elle est suffisante pour que la préfecture soit alertée rapidement en cas de déclenchement du POI.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan d'Opération Interne – Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes
Constats : L'exploitant indique qu'une journée sécurité est réalisée chaque année pour l'ensemble du personnel du site. La dernière a eu lieu le 16 juin 2023 (exercice de maniement des extincteurs sur feu réel). Au total, 25 personnes ont reçu la formation équipier de première intervention. La mise en situation réalisée lors de l'inspection a révélé que l'organisation de gestion de crise au sein de l'établissement n'est pas encore bien appréhendée par les différents intervenants. Les cadres présents sur site n'ont pas spontanément rejoint le PCI lors du déclenchement du POI comme cela est prévu. La mise en œuvre de l'organisation de gestion de crise prévue dans le POI n'a de ce fait pas été complète et certaines actions n'ont pas été menées. Une appropriation via des exercices réguliers (qui peuvent avoir un format restreint au PCI, sans mise en œuvre systématique de moyens d'intervention sur le terrain) est indispensable pour que chacun identifie clairement les missions à accomplir dans les différentes fonctions prévues du POI, pour une gestion de crise efficace. L'exploitant organisera un nouvel exercice POI permettant d'armer le PCI avec l'ensemble des fonctions prévues sous 3 mois et transmettra à l'inspection le compte-rendu de cet exercice.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan d'Opération Interne – Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
Constats : Au déclenchement de l'alarme incendie, l'ensemble des personnels du bâtiment P10 s'est regroupé au point de rassemblement situé à l'est du bâtiment P10. Le responsable de la partie Liquide présent n'a pas procédé formellement à un appel des personnes présentes, en raison de son nombre réduit, mais s'est assuré que toutes les personnes présentes ont bien évacué le bâtiment. L'inspection constate que ce point de regroupement est susceptible de se trouver impacté par les fumées toxiques émises lors de l'incendie du bâtiment P10, compte-tenu des vents dominants orientés est-sud/est, et ainsi d'exposer les personnels regroupés à cet endroit. Le POI prévoit un point de regroupement secondaire situé à l'opposé en cas d'inaccessibilité de ce premier point. L'exploitant doit pouvoir identifier en temps réel le sens des vents en cas de sinistre et en tenir compte pour l'évacuation des personnels. Il mettra à jour le POI pour y intégrer les dispositions prises à ce sujet.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan d'Opération Interne – Service d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p>
<p>Constats : Le responsable Liquide a désigné une personne pour accueillir les secours à l'entrée du site et les guider comme cela est prévu dans le POI. Un boîtier situé à l'entrée du site contient un exemplaire du POI et du plan d'intervention (plan ETARE) du site à destination des pompiers. L'état des stocks constitue également un élément d'information important à tenir à dispositions des pompiers afin de faciliter leur intervention lors d'un sinistre. Son édition doit pouvoir être réalisée rapidement en cas de sinistre. L'inspection constate que l'accès des secours se fait par le portail situé à l'est du bâtiment P10, or le scénario d'incendie de ce bâtiment retenu dans le POI est susceptible de générer des fumées toxiques qui, compte-tenu des vents dominants orientés est-sud/est, peuvent impacter cet accès. Il convient d'identifier un autre point d'accès pour les secours en cas de vent défavorable pour ce scénario et de mettre à jour le POI à ce sujet.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 49
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité de l'État des stocks
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats : L'état des matières stockées le jour de l'exercice a été édité facilement par le directeur du site. L'exploitant indique qu'il peut être édité à distance (hors du site) si nécessaire. Le POI indique que les FDS sont également à disposition des pompiers dans un boîtier de secours à l'entrée du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Etat des matières stockées – dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 50
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des matières stockées tel qu'édité le jour de l'exercice ne permet pas de répondre entièrement aux objectifs attendus en matière de gestion d'un événement accidentel et d'information de la population.</p> <p>L'appellation des emplacements retenus n'est pas toujours explicite ou suffisante pour identifier clairement le lieu de stockage concerné ; par exemple pour le bâtiment P10, l'état des stocks n'indique pas la présence des bidons vides, ceux-ci sont répertoriés sous l'emplacement Oligo-Marchand qui correspond physiquement à des zones de stockage sur trois bâtiments différents d'après l'exploitant. Par ailleurs, le libellé de certains produits n'est pas compréhensible pour une personne extérieure au site (MP pour essai, BB RHIZO N, etc.).</p> <p>Pour la gestion d'un événement accidentel, il est attendu que figurent les familles de mention de danger pouvant conduire à un classement 4xxx (par exemple Inflammable pour les H222, H226, ... ou toxique pour l'environnement pour les H410, H411,...) pour les produits dangereux ou la typologie de risque en cas d'incendie pour les produits non dangereux (combustible plastique ou bois, etc...) avec indication de la quantité approximative présente et par emplacement.</p> <p>L'indication de la nature exacte du produit avec son appellation « commerciale » ou interne rend moins lisible le document. Pour une gestion de sinistre efficace, il est nécessaire de savoir rapidement ce qui est présent (du plastique, du bois, des matières inflammables, toxiques ou comburantes, etc..), à quel endroit (par rapport à un plan joint) et en quelle quantité.</p> <p>Pour l'information de la population, une information plus vulgarisée et synthétique est attendue (sans précision des mentions de dangers par exemple).</p>

<p>L'exploitant doit apporter les modifications nécessaires à l'état des stocks pour répondre aux objectifs de gestion d'un événement accidentel et d'information de la population en cas de sinistre.</p> <p>L'inspection rappelle que cet état des stocks doit être mis à jour quotidiennement en ce qui concerne les produits dangereux et de façon hebdomadaire pour les autres produits.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 48
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan des zones à risques a été élaboré, il est intégré au POI et est également disponible en grand format au PCI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements environnementaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a contractualisé avec le prestataire APAVE pour l'élaboration de la stratégie de</p>

<p>prélèvements environnementaux en cas d'accident et la réalisation des prélèvements et analyses. Aucune information opérationnelle n'est cependant indiquée dans la version 1 du POI (numéro à appeler, substances à rechercher par milieux et matériel à utiliser). L'exploitant doit compléter le plan d'opération interne sur ces différents points. La version 2 du POI transmise après l'exercice intègre le rapport APAVE relatif à la stratégie de prélèvement mais n'indique pas les modalités pratiques pour contacter l'APAVE (numéro d'astreinte) et solliciter leur intervention en cas de sinistre. L'exploitant doit mettre à jour le POI sur ce point.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a contacté l'APAVE afin de tester le lancement de l'astreinte de premiers prélèvements environnementaux sur le site. Sa demande a été prise en charge par un agent d'astreinte qui a transmis un mail récapitulatif annonçant un délai d'arrivée sur site du personnel nécessaire pour réaliser les prélèvements sous 2 heures.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan d'Opération Interne - Produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Produits de décomposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie ont été définis dans la stratégie de prélèvements environnementaux qui figure en annexe du POI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet